Note : liberté et politique :

1. Notre opinion première est que les lois sont un ensemble de règlement qui empêchent notre liberté. Nb qu'ici ça n'est pas notre être-libre lui-même qui est nié (liberté constitutive du sujet, libre-arbitre), mais seulement la façon dont se déploie cette liberté : des interdits, etc.
2. Cependant, l'institution politique est tout aussi bien celle qui, en posant des lois, des interdits et des sanctions, permet notre liberté, comme autre chose qu'un pur rapport de force. Liberté limitée, mais garantie par des lois.
3. Il s'agirait de bien comprendre que la loi, au moins si elle est légitime ne *contraint* pas mais *oblige*. Formule de Kant : « La force contraint et le droit oblige ». Par exemple chez Rousseau, le citoyen est pleinement libre sous la loi
4. Reste que : ce même citoyen peut aussi se considérer comme individu animé d'intérêts privés, auquel cas la loi pourrait lui être défavorable.
5. Mais cette idée que toute législation est une entrave à notre liberté est aussi un trait historique de nous autres « modernes » : c'est le philosophe suisse Benjamin Constant (dans *De la liberté des anciens comparée à celle des modernes,* 1819) qui a le premier remarqué que nous plaçons notre liberté dans la sphère privée, de la propriété et du commerce par exemple, beaucoup plus que dans la sphère publique de l'activité politique collective visant le bien public. Les « anciens » (grecs et romains) estimaient au contraire que la vie privée, le domaine de la production et de la reproduction, n'étaient pas le lieu propice à l'exercice de la liberté : les relations « économiques » (du grec *oikos* le foyer, la maison, le domaine) pouvaient très bien s'accommoder de l'esclavage. La liberté, pour eux, n'existait vraiment que en public, quand il s'agissait de prendre part au débat public concernant le juste et l'injuste : c'est alors que l'on n'était plus captifs de ses besoins et intérêts privés.
6. Si la protection de la vie privée n'est pas négociable, reste que cette idée d'une liberté par et dans la vie politique collective n'est pas nécessairement une chose du passé. La philosophe américaine Hannah Arendt montre la pertinence de la conception antique de la politique : celle-ci, loin de se focaliser sur la régulation des intérêts privés, réduisant la politique à une activité technique au service ou au détriment de nos activités économiques, est à entendre comme constitution d'un espace collectif de débat, où les hommes égaux et différents ont l'occasion de débattre et d'effectuer une liberté qui n'est donnée nulle part ailleurs. Le pouvoir, loin d'être l'exercice d'une violence, est ce qui émerge de telles assemblées d'hommes pouvant enfin agir sans se soucier de leurs intérêts privés. Du coup, de telles relations politiques ne se conçoivent que comme libérées de la violence inhérente aux relations économiques. La liberté politique réside donc dans le pouvoir que les hommes parviennent à constituer du fait même qu'ils sont ainsi assemblés, et elle s'oppose à la violence, qu'elle soit de gestion ou de terreur.
7. Ainsi, éprouver la loi comme contrainte n'est vrai que si l'on se dénie toute capacité politique. Or concentrer sa vie et sa « liberté » sur la sphère privée revient à se refuser sa dimension politique, cad peut-être sa véritable liberté, laquelle s'acquiert non dans le loisir ou les affaires, mais au contact des autres également libres et différents de moi, lorsque nous avons à débattre et à décider de ce qui est bon pour tous.
   Réfléchir et agir en citoyen = réfléchir et agir en tant qu'acteur politique, avec d'autres également libres,= qui se sont libérés de leur seuls intérêts privés, chacun cherchant à convaincre les autres en essayant de gagner un point de vue qui puisse valoir pour ces autres (capacité à sortir de ses intérêts personnels qui s'énonce ainsi : « se mettre à la place de l'autre »).
8. Pb pour finir : cela correspond au modèle grec de la discussion collective, qui n'est jamais à l'abri des sophistes/démagogues. Mais il semble que ce soit le prix à payer pour que la politique existe autrement que comme un « management social ».

2 textes de Arendt sur la « liberté » :

« Il semble qu'on puisse affirmer que l'homme ne saurait rien de la liberté intérieure s'il n'avait d'abord expérimenté une liberté qui soit une réalité tangible dans le monde. Nous prenons conscience d'abord de la liberté ou de son contraire dans notre commerce avec d'autres, non dans le commerce avec nous-mêmes. Avant de devenir un attribut de la pensée ou une qualité de la volonté, la liberté a été comprise comme le statut de l'homme libre, qui lui permettrait de se déplacer, de sortir de son foyer, d'aller dans le monde et de rencontrer d'autres gens en actes et en paroles. Il est clair que cette liberté était précédée par la libération : pour être libre, l'homme doit s'être libéré des nécessités de la vie. Mais le statut d'homme libre ne découlait pas automatiquement de l'acte de libération. Être libre exigeait, outre la simple libération, la compagnie d'autres hommes, dont la situation était la même, et demandait un espace public commun où les rencontrer — un monde politiquement organisé, en d'autres termes, où chacun des hommes libres pût s'insérer par la parole et par l'action. »

Hannah Arendt, *La crise de la culture.*

Autre texte de Arendt :

« C'est l'avènement de l'automatisation qui, en quelques décennies, probablement videra les usines et libérera l'humanité de son fardeau le plus ancien et le plus naturel, le fardeau du travail, l'asservissement à la nécessité. Là, encore, c'est un aspect fondamental de la condition humaine qui est en jeu, mais la révolte, le désir d'être délivré des peines du labeur, ne sont pas modernes, ils sont aussi vieux que l'histoire. Le fait même d'être affranchi du travail n'est pas nouveau non plus ; il comptait jadis parmi les privilèges les plus solidement établis de la minorité. À cet égard, il semblerait qu'on s'est simplement servi du progrès scientifique et technique pour accomplir ce dont toutes les époques avaient rêvé sans jamais pouvoir y parvenir. Cela n'est vrai toutefois qu'en apparence. L'époque moderne s'accompagne de la glorification théorique du travail et elle arrive en fait à transformer la société tout entière en une société de travailleurs. Le souhait se réalise donc, comme dans les contes de fées, au moment où il ne peut que mystifier. C'est une société de travailleurs que l'on va délivrer des chaînes du travail, et **cette société ne sait plus rien des activités plus hautes et plus enrichissantes pour lesquelles il vaudrait la peine de gagner cette liberté**. Dans cette société qui est égalitaire, car c'est ainsi que le travail fait vivre ensemble les hommes, il ne reste plus de classe, plus d'aristocratie politique ou spirituelle, qui puisse provoquer une restauration des autres facultés de l'homme. […] Ce que nous avons devant nous, c'est la perspective d'une société de travailleurs sans travail, c'est-à-dire privés de la seule activité qui leur reste. On ne peut rien imaginer de pire. »

Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Pocket, « Agora », 1983, pp. 37-38